



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 19/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PRIMAGAZ - Site de DRUYE

110 ESPLANADE DU GENERAL DE GAULLE
COEUR DEFENSE
92000 Nanterre

Références : 2024-870
Code AIOT : 0010013706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement PRIMAGAZ - Site de DRUYE implanté La Fosse Savonnières 37190 Druye. L'inspection a été annoncée le 25/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée durant un exercice POI. Le scénario retenu par l'exploitant était une fuite de gaz non enflammée sur la garniture de la pompe n°2.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRIMAGAZ - Site de DRUYE
- La Fosse Savonnières 37190 Druye

- Code AIOT : 0010013706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le «relais-vmc» PRIMAGAZ à Druye fait suite à la mise en œuvre de la mesure supplémentaire associée au PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques) PRIMAGAZ de Saint-Pierre-des-Corps, approuvé le 20 octobre 2017, prévoyant la cessation d'activité des installations situées à Saint-Pierre-des-Corps et la création d'un «relais-vmc» dans le périmètre de Tours Métropole.

Il est constitué d'un réservoir sous talus de stockage de 400m³ de gaz inflammables liquéfiés, de postes de chargement / déchargement de camions citernes. L'exploitation est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation environnementale relatif aux travaux de construction et à l'exploitation d'un relais-vmc de propane au lieu-dit «La Fosse Savonnières» à Druye par la société Compagnie des Gaz de Pétrole PRIMAGAZ.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Procédure POI - alerte gestionnaire autoroutier	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Procédure POI - Mesures d'organisation	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Exercice POI du 12/12/2024 : REX	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Exercice POI futur mode libre-service	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2.	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Contrôle des accès - astreinte et télésurveillance	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.2.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Contenu du	Arrêté Ministériel du	Avec suites, Demande de	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	POI - Prélèvements environnement aux	26/05/2014, article Annexe V	justificatif à l'exploitant	
5	Exercice POI du 12/12/2024 : maîtrise du scénario et actions de sécurité	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Procédure POI - alerte gestionnaire autoroutier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 20/06/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant date d'échéance qui a été retenue : 15/09/2024
Prescription contrôlée : Prescription non publiable
Constats : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de cette fiche de constat relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations les éléments permettant de répondre aux constats formulés dans la partie confidentielle du rapport.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Procédure POI - Mesures d'organisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 15/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction du POI et donc des secours. Le POI définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de cette fiche de constat relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justificatifs permettant de répondre au constat formulé dans la partie confidentielle du rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Contrôle des accès - astreinte et télésurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Astreinte et Télésurveillance
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 15/09/2024

Prescription contrôlée : Prescription non publiable
Constats : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de cette fiche de constats relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contenu du POI - Prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 15/09/2024
Prescription contrôlée : Annexe V : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : [...] [...] i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 20/06/2024, le constat suivant avait été formulé : « L'exploitant est en cours de mise à jour de son POI et n'a toujours pas intégré les dispositions réglementaires concernant les moyens de prélèvements environnementaux en cas de sinistre. Sa prochaine mise à jour devra les intégrer. ». Le 25/11/2024, l'exploitant a transmis par courriel la dernière version de son plan d'opération interne (version 1, révision 2, octobre 2024, approuvée le 17/11/2024). Cette nouvelle version intègre un paragraphe dédié aux prélèvements environnementaux en cas de sinistre. En suivant

les conclusions du guide France Liquides (réf 534 - 12./2023) et en prenant en compte les scénarios de l'étude de dangers du site ainsi que les produits dangereux susceptibles d'être stockés, l'exploitant n'identifie aucun élément de décomposition ciblé et conclut sur la non-nécessité de mise en œuvre d'un dispositif permettant de mener des prélèvements environnementaux.

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est levé. Pas d'écart identifié.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exercice POI du 12/12/2024 : maîtrise du scénario et actions de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne

Prescription contrôlée :

[...]

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le POI. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les trois ans [...]

Constats :

Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de cette fiche de constats relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exercice POI du 12/12/2024 : REX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI ; cela inclut notamment :

- [...]

- L'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations »

- [...]

[...]

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de cette fiche de constats relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Exercice POI futur mode libre-service

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Prescription contrôlée : [...] Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le POI. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les trois ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation. L'exploitant planifie certains exercices en dehors des heures ouvrables. [...]
Constats : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de cette fiche de constats relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois